

Publié le 28/09/2008 à 13:41 - Modifié le 28/09/2008 à 13:50 AFP

## Manifestation dans les Bouches-du-Rhône contre la Ligne à grande vitesse Paris-Nice



Plus de 1.500 personnes selon les organisateurs, un millier selon la police, ont manifesté dans le calme dimanche matin contre le projet de ligne à grande vitesse entre Nice et Paris, à La Barque, sur la commune de Fuveau (Bouches-du-Rhône), a constaté une journaliste de l'AFP.

Aux cris de "On ne veut pas de votre ligne" ou "RFF nous voilà, votre ligne ne passera pas", les manifestants, rassemblés à l'appel de l'association des Vignerons de la Sainte-Victoire, ont défilé jusqu'à l'entrée de l'autoroute A8.

Au premier rang, figuraient de nombreux élus de villes de la vallée de l'Arc, située au pied de la montagne Sainte-Victoire, dont la présidente UMP de la Communauté du pays d'Aix et maire d'Aix-en-Provence Maryse Joissains.

"Nous sommes opposés au tracé par le territoire de la communauté d'Aix. Il est extrêmement coûteux et va détruire des territoires", a expliqué Mme Joissains jugeant que seul le tracé passant par Marseille et Toulon "est défendable sur le plan économique et celui de l'aménagement du territoire".

"Une LGV ne peut occulter la première et troisième ville de la région", a-t-elle souligné, en référence à Marseille et Toulon que le projet, qui a la préférence de RFF et de l'Etat, doit contourner.

Deux tracés s'opposent en effet pour la construction de la LGV qui doit notamment permettre de relier Nice à Paris en moins de 4 heures contre 5h30 actuellement : celui du littoral dit "des métropoles du sud" qui desservirait Aix-en-Provence, Marseille et Toulon avant de rejoindre Nice, l'autre, plus direct et baptisé "Côte d'Azur", traverserait le Haut-Var (et la vallée de l'Arc) en évitant Marseille et Toulon.

Jeudi, le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur Michel Sappin avait déclaré être favorable au tracé dit "Côte d'Azur", jugeant l'autre projet beaucoup plus cher.

"Il y a une différence de 3 à 3,5 milliards d'euros entre les deux", a détaillé le préfet, affirmant que le budget de la LGV "Côte d'Azur" se situe aux alentours de 8 milliards d'euros contre 11 voire 11,5 mds pour le projet concurrent.

"Les déclarations du préfet ont mis le feu aux poudres", a déclaré dimanche le vice-président de l'association des Vignerons de la Sainte-Victoire, Olivier Sumeire, soulignant que "le passage par la vallée de l'Arc condamne la viticulture locale et le tourisme".

"Si on perd quelques parcelles, on peut perdre notre AOC (obtenue en 2005, ndr), les domaines coupés en deux seront inexploitable et l'oénotourisme qu'on nous encourage à développer impossible", a-t-il expliqué.

Selon M. Sumeire, "choisir le tracé +Côte d'Azur+ pour gagner un quart d'heure de trajet n'attirera pas les hommes d'affaires qui préfèrent prendre l'avion entre Nice et Paris. Quant aux touristes, ils se fichent de passer un quart d'heure de plus dans le train".

Le président de la coordination rurale du Var, Michel Despagnet s'est dit lui totalement opposé au projet de LGV, quel que soit le tracé. "Je ne pense pas qu'il soit utile de dépenser des milliards pour gagner un peu de temps pour aller à Nice", a-t-il jugé, estimant plus opportun "d'améliorer le réseau TER déjà existant et défaillant".